

Bujumbura rejette le contenu de la lettre de l'opposition adressée à Ban Ki-Moon

@rib News, 22/02/2014 â€“ Source PrÃ©sidence DECLARATION DU GOUVERNEMENT EN REACTION A LA PRETENDUE CATASTROPHE HUMANITAIRE EN PERSPECTIVE AU BURUNDI PRECONISE PAR Â«Â ADC-IKIBIRIÂ Â» UNE ORGANISATION NON RECONNUE PAR LES LOIS BURUNDAISES En date du 06 fÃ©vrier 2014, Monsieur LÃ©once NGENDAKUMANA, PrÃ©sident du Parti FRODEBU qui nâ€™a recueilli que 5% de voix lors des derniÃ©res Ã©lections, et qui se rÃ©clame Ã©galement PrÃ©sident dâ€™une Coalition de partis qui se sont retirÃ©s de la course Ã©lectorale de 2010 appelÃ©e IKIBIRIÂ Â», a adressÃ© une lettre au SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral des Nations Unies intitulÃ©e Â«Â PrÃ©vention dâ€™une catastrophe humanitaire en perspective au BurundiÂ Â». A part que cette association nâ€™est pas reconnue par les lois burundaises, la correspondance lui attribuÃ©e contient une multitude de fausses affirmations et des mensonges sciemment orchestrÃ©s et mÃªme des injures cachant mal une nervositÃ© dâ€™un politicien en perte de vitesse.

Ainsi, le Gouvernement du Burundi rejette et condamne ces allÃ©gations de politiciens en mal de programmes ou dâ€™arguments Ã prÃ©senter et porte Ã la connaissance de lâ€™opinion nationale et internationale quâ€™il nâ€™y a pas de perspective au Burundi et quâ€™il sâ€™agit de propos alarmistes dâ€™un ancien dignitaire nostalgique de son passÃ©, qui a dÃ©classÃ© par la compÃ©tition Ã©lectorale. 1. Sâ€™agissant de la destitution du Premier Vice-PrÃ©sident de la RÃ©publique Bernard BUSOKOZA, il nâ€™aura pas Ã©tÃ© la premiÃ©re fois au Burundi quâ€™un Vice-prÃ©sident de la RÃ©publique soit destituÃ© sur demande de son parti dâ€™origine ou pour dâ€™autres raisons et cela nâ€™a jamais conduit Ã une catastrophe humanitaire, et il nâ€™y a aucune raison quâ€™il y en ait. 2. La Constitution de la RÃ©publique et lâ€™esprit de lâ€™Accord de la Grande InimitiÃ© qui elle sâ€™inspire reste le guide de lâ€™action du Gouvernement et dÃ©termine les prÃ©rogatives dÃ©volues au Chef de lâ€™Etat, le Gouvernement, et la faÃ§on dont ce dernier est composÃ© quant aux Ã©quilibres prÃ©vus par ces Instruments sur le plan ethnique et du genre. Ces Ã©quilibres sont rigoureusement respectÃ©s au niveau de toutes les institutions. Parler donc de la manipulation du pouvoir par une poignÃ©e de gens est une insulte aux institutions burundaises et Ã ceux qui les composent. 3. Concernant le dialogue politique, câ€™est ce que le Gouvernement a toujours inscrit parmi ses prioritÃ©s et il a toujours tendu la main aux acteurs politiques y compris ceux qui avaient pris le chemin dâ€™exil aprÃ©s leur dÃ©faite Ã©lectorale. Ceux qui le veulent sont rentrÃ©s et nâ€™ont jamais Ã©tÃ© inquiÃ©tÃ©s. Par ailleurs, un Cadre de dialogue entre les partis politiques a Ã©tÃ© mis en place avec le concours de la CommunautÃ© internationale et ce Forum fonctionne parfaitement et sans exclusion. 4. Il en est de mÃªme des libertÃ©s politiques et dâ€™expression qui sont une Ã©vidence au Burundi pour tout observateur de bonne foi. En tÃ©moigne la multiplicitÃ© des organes de presse et leur fonctionnement sans entrave, ainsi que lâ€™expression libre et au quotidien Ã travers ces organes de presse par les mÃªmes dÃ©tracteurs, et qui en arrivent trÃ©s souvent Ã dÃ©passer les limites permises en profÃ©rant des propos qui ne sauraient Ãªtre tolÃ©rÃ©s sous dâ€™autres cieux. 5. Toutefois, le Gouvernement ne saura se dÃ©rober de son devoir de rappeler Ã lâ€™ordre ceux qui se permettent de faire lâ€™apologie de la haine, de la dÃ©sobÃ©issance civile et de la calomnie. Le Burundi ayant vÃ©cu une pÃ©riode de conflit assez longue et douloureuse, il serait dangereux pour un Gouvernement responsable de permettre Ã quelquâ€™un sous quelque casquette quâ€™elle soit de remuer le couteau dans les blessures dont les burundais ont souffert. Pour cela la loi sera toujours respectÃ©e, et ce, comme partout dans le monde, en vue de protÃ©ger la sociÃ©tÃ©. 6. La comparaison de la situation au Burundi actuellement et le Rwanda dâ€™avant le gÃ©nocide relÃ©ve de lâ€™irresponsable de la part dâ€™une personnalitÃ© qui a Ã©tÃ© au devant de la scÃ©ne politique burundaise durant la pÃ©riode la plus difficile que le Burundi a traversÃ©e, exactement la mÃªme pÃ©riode pour les deux pays. Les institutions qui dirigent le Burundi actuellement sont issues des Ã©lections libres, transparentes et dÃ©mocratiques de 2010 nâ€™en dÃ©plaie Ã ceux qui ne se remettent pas de les avoir perdues et qui ont fait de la diabolisation Ã outrance le moyen de se consoler du combat politique perdu. Câ€™est la stratÃ©gie Ã laquelle lâ€™ADC â€“IKIBIRI a toujours recouru pour la survie politique de ses leaders. Sâ€™agissant de la jeunesse du Parti CNDD-FDD qualifiÃ©e Ã tort de milice, il convient de faire remarquer quâ€™Ã notre connaissance tous les Partis politiques ont une jeunesse dans leurs rangs quâ€™ils doivent encadrer. Le Gouvernement tient Ã rappeler une fois de plus que chacun doit rÃ©pondre de ses actes, que la responsabilitÃ© pÃ©onale est toujours personnelle et que la globalisation des actes isolÃ©s posÃ©s par des individus sâ€™inscrit dans la stratÃ©gie de diabolisation qui sert dâ€™outil politique. 8. Sâ€™agissant de certains thÃ©mes dont il est fait Ã©tat dans cette correspondance comme les Droits de lâ€™Homme, la corruption, la Bonne Gouvernance, le Gouvernement rappelle que plusieurs mÃ©canismes ont Ã©tÃ© mis en place notamment deux ministÃ©res en charge de ces questions, une Inspection GÃ©nÃ©rale de lâ€™Etat, une Brigade et une Cour anti-corruption avec plusieurs dossiers dâ€™ajÃ© traitÃ©s et des fonds rentrÃ©s dans la caisse de lâ€™Etat. Il est connu de tous de lâ€™opposant se sert comme cheval de bataille des thÃ©mes aussi sensibles aux yeux de la CommunautÃ© internationale. Ils sont devenus des terrains convoitÃ©s comme fonds de commerce pour sâ€™attirer la sympathie de lâ€™opinion et penser pour disqualifier un adversaire quâ€™on nâ€™ose pas Ã affronter sur le terrain dÃ©mocratique. Il convient de rappeler Ã cet effet la Commission Nationale IndÃ©pendante des Droits de lâ€™Homme et qui fonctionne Ã la satisfaction de tous les burundais, ainsi que plusieurs autres mÃ©canismes de protection des droits humains. 9. Le Gouvernement se fÃ©licite que cette la stratÃ©gie a Ã©tÃ© dÃ©masquÃ©e Ã temps par la CommunautÃ© Internationale, les Nations Unies en tÃªte, qui sont tÃ©moins des avancÃ©es enregistrÃ©es dans ces diffÃ©rents domaines. La rÃ©cente dÃ©cision du Conseil de SÃ©curitÃ© de mettre fin au mandat du BNUB et son remplacement par lâ€™Equipe Pays en est une illustration parlante. Dans dâ€™autres domaines comme lâ€™amÃ©lioration du climat des affaires, le Burundi occupe une position confortable, ce qui reflÃ©te aussi une rÃ©alitÃ© contraire aux allÃ©gations de la coalition. 10. Aussi, le Gouvernement condamne le comportement de cette coalition composÃ©e dâ€™opportunistes qui visent toujours Ã intoxiquer lâ€™opinion nationale et internationale, Ã semer la discorde entre les citoyens et les partis politiques, qui incitent Ã la haine et Ã la violence et Ã la confrontation en vue de ternir sans cesse lâ€™image de leur propre pays. 11. Par le fait de souhaiter Ã nâ€™importe quel prix une autre voie politique contraire Ã la voie dÃ©mocratique constitutionnelle, lâ€™ADC-IKIBIRI dÃ©voile au grand jour son vrai visage, celui dâ€™une organisation qui rÃ©ve que replonger le Burundi dans lâ€™impasse et les affres du passÃ©, une entreprise vouÃ©e Ã lâ€™Ã©chec Ã lâ€™avantage du peuple burundais nâ€™accordera jamais aucune caution. 12. En conclusion, le Gouvernement voudrait rassurer la

Communauté internationale qu'il n'y a pas de catastrophe humanitaire en perspective au Burundi comme le souhaite l'auteur de la lettre adressée au Secrétaire Général des Nations Unies. Le Gouvernement ayant investi dans la conciliation nationale, la paix et la sécurité régneront sur tout le territoire du pays. Les forces de sécurité travaillent jour et nuit, la justice et l'administration fonctionnent comme il faut pour décourager les délinquants de toute nature, et les moins de bonne foi le reconnaissent. 13. Le Gouvernement voudrait d'ailleurs en profiter pour remercier le Bureau des Nations Unies au Burundi pour la spontanéité avec laquelle il a répondu en manifestant sa solidarité avec les victimes des dernières pluies diluviennes qui se sont abattues sur les quartiers Nord de la Mairie de Bujumbura dans la nuit du 09 au 10 février 2014 et dans certaines Communes de la Province Bujumbura. Le Gouvernement lui demande également de suivre de près la situation qui évolue de façon très satisfaisante au niveau national et qu'il ne soit pas induit en erreur par certaines opinions politiques ou civiles qui n'ont d'autres buts que de saboter les efforts du Gouvernement et de la Communauté Internationale dans la consolidation de la paix et la conciliation des burundais. 14. Aux différents partis politiques, Associations de la Société Civile et Médias, le Gouvernement reconnaît et soutient leur précieuse contribution dans les efforts pour la consolidation de la paix. Toutefois, il appelle ces organisations au sens de responsabilité et les invite à éviter toute occupation ou solidarité négative envers certaines d'entre elles qui peuvent avoir des objectifs manifestement contraires aux idéaux qui les guident. 15. Enfin, le Gouvernement tranquillise le peuple burundais que la « catastrophe humanitaire » prophétisée par le Président de l'ADC-IKIBIRI n'aura pas lieu. Il reste serein, s'attelle au travail pour combattre la pauvreté, seul ennemi de la paix, et ne se laisse distraire par ceux qui ne voient leur salut dans le chaos qu'ils tentent désespérément d'instaurer dans le pays. Bujumbura, le 2 février 2014 - Le Secrétaire Général du Gouvernement et porte parole du Gouvernement Philippe NZOBONARIBA. - Ndirakobuca

Lire la lettre de l'ADC-Ikibiri